

Un square Lumumba, une première en Belgique

► L'inauguration du square Lumumba, aux portes du quartier Matonge, coïncide avec le 58^e anniversaire de l'indépendance du Congo.

► Un symbole fort.

C'est ce 30 juin, date hautement symbolique qui coïncide avec l'anniversaire de l'indépendance du Congo, en 1960, que la Ville de Bruxelles inaugure un espace en hommage à Patrice Lumumba, le premier dirigeant du Congo indépendant, assassiné avec la complicité de la Belgique en 1961. Le square du Bastion ou, plus précisément, la rue où patientent les taxis en bordure du square, prendra donc le nom du leader congolais.

Non loin de là, de l'autre côté de la petite ceinture et derrière le palais royal, il fait face à la statue de Léopold II. Tout un symbole. Et une belle victoire pour les associations qui se battent depuis une quinzaine d'années pour offrir cette reconnaissance à Patrice Emery Lumumba. « *C'est vrai que ce n'est pas très grand, mais c'est un symbole fort car situé à l'entrée du quartier Matonge* », expliquait Philippe Close (PS) en avril dernier.

A l'unanimité

Le bourgmestre de la Ville de Bruxelles se félicite aujourd'hui de la décision de donner suite à la demande des associations qu'il a rencontrées au début de l'année. Présentée au conseil communal de la Ville, la proposition visant à créer un lieu de commémoration pour Patrice Lumumba a passé la rampe le 23 avril dernier. « *La proposition a été votée à l'unanimité, ce qui est plutôt rare* », souligne-t-on à la Ville. « *J'ai déjà dit qu'on ne peut réparer le passé, pointait à l'époque le bourgmestre. Mais on peut rapprocher les mémoires héritées de ce passé avant de les réconcilier. Pour ce faire, les symboles sont très importants. Nous voulons de cette manière inscrire dans l'espace public bruxellois la mémoire d'un homme droit et courageux qui incarnait l'esprit d'indépendance congolais.* »

La cérémonie débutera sur le coup de midi aux rythmes d'une fanfare congolaise avant les prises de parole plus solennelles dont celle de la famille de Patrice Lumumba. ■

PATRICE LEPRINCE

l'histoire De Premier ministre à martyr de l'indépendance

Les images sont implacables et elles ont gardé toute leur charge d'émotion. Nous sommes le 30 juin 1960. La statue de Léopold II domine toujours l'entrée du palais de la Nation à Léopoldville. Sanglé dans son uniforme, raide et solennel, le roi Baudouin a été le premier à prendre la parole. Il vante l'œuvre de son aïeul et donne des conseils aux Congolais : « *Ne compromettez pas l'avenir par des réformes hâtives, ne remplacez pas les organismes que vous remettez la Belgique tant que vous n'êtes pas certains de pouvoir faire mieux.* »

Au premier rang, un homme griffonne encore dans la marge de son texte, il biffe ci, ajoute là et dès que le président Kasavubu termine sa réponse, il bouscule le protocole et s'empare du micro. La veille, son ami Jean Van Lierde, prenant connaissance du discours de Baudouin, lui a soufflé : « *Patrice, tu ne vas tout de même pas laisser passer cela...* »

« Avant l'indépendance = après l'indépendance »

Cela, c'est le paternalisme, le ton condescendant, les conseils qui accompagnent cette indépendance octroyée trop vite... Elu en mai 1960, c'est à son peuple que Patrice Lumumba s'adresse d'abord. A cette population qui, massée à l'extérieur, écoute en silence les discours retransmis par haut-parleurs. Il rappelle que : « *C'est par la lutte que l'indépendance a été conquise, (...) une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang.* » Décrivant le système colonial que Baudouin a présenté comme un « *chef-d'œuvre* », il rappelle : « *Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir matin, midi et soir, parce que nous étions des noirs.* » Il évoque les terres spoliées, la souffrance des relégués, les fusillades, les cachots... A l'extérieur, une immense ovation accueille ce discours de vingt minutes, qui clôt quatre-vingts années de domination.

Les images de l'époque montrent que Baudouin n'a pas écouté le discours jusqu'au bout. Dès les premières phrases, il s'entretient avec ses collaborateurs puis se lève et quitte les lieux. Le lendemain, la presse belge est, lit-

éralement, assassine : Lumumba a offensé le roi Baudouin ! Nul ne se souvient du discours dit « de réparation » prononcé l'après-midi même.

Dès ce moment, la machine infernale se met à tourner : le 5 juillet, le général Janssens, qui commande la Force publique, où des officiers belges encadrent solidement les soldats congolais, écrit sur un tableau noir la phrase demeurée célèbre : « *Avant l'indépendance = après l'indépendance.* »

L'effet est immédiat : les troupes se rebellent, et Lumumba place des Congolais aux postes de commandement : Joseph Désiré Mobutu est nommé colonel et chef d'état-major. Le Premier ministre sait-il déjà que cet homme a été mis en contact, dès 1959, avec les Américains, dont Larry Devlin, par son mentor belge le colonel Marlière ?

A peine décidées, les mesures d'africanisation de l'armée sont rejetées à Elizabethville (Lubumbashi), tandis que des viols de femmes européennes par des soldats congolais, largement médiatisés mais bien réels, provoquent un début d'exode des Européens. Le 9 juillet, le gouvernement belge décide d'intervenir au Katanga et dès le lendemain les paras-commandos belges

désarment les soldats congolais. Le 11 juillet, Moïse Tshombe proclame l'indépendance de la province du cuivre et le 14 juillet, les relations diplomatiques sont rompues entre Kinshasa et Bruxelles tandis que l'ONU est autorisée à se déployer.

La crise est devenue internationale : des anciens de la guerre d'Algérie, mercenaires et membres de l'OAS, se mettent au service du Katanga, l'ONU et son secrétaire général Dag Hammarskjöld siègent jour et nuit, à New York les Américains demandent à Lumumba de garantir les droits des sociétés minières.

Qui est Patrice Lumumba ?

Le monde entier veut enfin savoir qui est cet homme controversé qui suscite l'adulation des uns et la haine implacable des autres.

La presse belge de l'époque décrit à l'envi un personnage ambitieux et exalté. Elle rappelle qu'à Stanleyville, alors qu'il était employé à la Poste, Lumumba fut condamné pour indécence, elle oublie que les premiers amis de ce

« communiste » étaient des libéraux, comme le ministre Buisseret qui, en 1955, brisa le monopole de l'enseignement catholique...

En réalité, la fulgurante ascension de Patrice Lumumba est d'abord celle d'un autodidacte. Né dans le Sankuru, il franchit une à une toutes les étapes de ce qu'on appelait alors l'« émancipation » : il obtient son certificat d'études primaires aux cours du soir organisés par les Frères Maristes et forge sa connaissance du français en suivant des cours par correspondance. Dès 1954, il écrit d'abondance, dans *La Croix du Congo* et *la Voix des Congolais*. En 1952 il obtient le statut d'« évolué » : l'enfant du village a enfin maîtrisé le langage et les

codes des maîtres blancs et il se multiplie au sein de diverses associations comme le Cercle libéral ou l'Association des évolués de Stanleyville. En 1955, présenté à Baudouin, Lumumba réussit à capter son attention et un an plus tard, il effectue son premier voyage en Belgique.

Peau noire, cerveau lessivé ? Patrice Lumumba ne sera jamais un « Mundele Ndombe », un Blanc à la peau noire : en 1958, il a créé le Mouvement national congolais (MNC), premier et seul parti d'envergure nationale, qui brise les catégories « tribales ». En 1958, il est invité à Accra, où se débat l'avenir des pays colonisés. Déjà, la publication du « plan Van Bilsen » a démontré que l'indépendance est envisageable... dans un délai de trente ans.

Dans le Bas-Congo, l'Abako a entamé la lutte et Lumumba est pressé : à Léopoldville, devant 10.000 personnes, il proclame que « *les Congolais doivent jouir immédiatement et pleinement de l'exercice des libertés fondamentales et de tous les droits politiques, administratifs, privés et civils...* »

Un homme à abattre

Le 1^{er} novembre 1959, il est arrêté à Stanleyville, condamné à six mois. Mais le 25 janvier 1960, lorsqu'il arrive à Bruxelles pour participer à la table ronde, il agite spectaculairement ses menottes : toutes les délégations congolaises ont refusé de discuter avec les Belges aussi longtemps que Lumumba ne serait pas libéré.

Par la suite, depuis le défi du 30 juin, Lumumba est devenu un homme à écarter sinon à abattre.

Alors que Lumumba a révoqué le président Kasavubu, le colonel Mobutu mène son premier coup d'Etat : neutralisant président et Premier ministre, il met en place le collège des commissaires généraux.

Le 10 octobre, Lumumba est placé en résidence surveillée. Le 27, il s'enfuit en direction de Stanleyville où l'attendent ses partisans. Le 1^{er} décembre, au bord du fleuve, à Ilebo, le fuyard est arrêté. La chasse à l'homme menée par l'armée congolaise est supervisée par les Américains et suivie d'heure en heure par les Belges, qui parlent d'un « colis » à réexpédier...

L'acte d'accusation, rédigé par le ministre de la Justice de l'époque, Etienne Tshisekedi, est signé par le président Kasavubu et le 3 décembre, Lumumba est transféré dans la prison de haute sécurité à Thysville, aujourd'hui Mbanza Ngungu. Depuis les tréfonds du camp Hardy, en dépit d'un double ou triple cordon de sécurité (l'armée congolaise, les casques bleus de l'ONU), la parole de Lumumba se glisse vers l'extérieur et elle remue les soldats.

Depuis Bruxelles, les Belges s'inquiètent et encouragent un transfert vers Elizabethville, en dépit des avertissements de Godfried Munongo, le ministre de l'Intérieur de Tshombe : « *S'il vient à mettre les pieds au Katanga, Lumumba est un homme mort.* » Durant des décennies, Jacques Brassine, fonctionnaire belge alors conseiller de Tshombe, s'évertuera à expliquer que « *la fin de Lumumba, c'est une affaire de Congolais, à laquelle les Belges n'ont en rien participé...* »

De l'arrestation au peloton d'exécution

Rien vu, rien entendu non plus. Lorsque se pose à Elizabethville l'avion qui amène le « colis » et ses compagnons M'Polo et Okito, les détenus ont été tabassés avec tellement de violence que l'équipage belge, pour ne plus entendre les cris des suppliciés, a verrouillé

la porte du poste de pilotage. Lorsque le gouvernement katan-gais accueille la « livraison », des conseillers belges font rapport au ministre des Affaires africaines d'Aspremont Lynden, via un certain Etienne Davignon qui, depuis l'ambassade belge à Kinshasa, assure la liaison.

Les dernières images feront le

tour du monde: Lumumba est menotté, tuméfié. Ses lunettes ont été écrasées sur ses yeux, il a été hissé, déjà plus mort que vif, à bord d'un camion militaire. Sa chemise est déchirée, il saigne, sans se plaindre.

A la maison Brouwez où il est emmené, les ministres katangais défilent durant toute la nuit et chacun ajoute sa portion de coups.

A l'aube, les soldats accompagnés par le commissaire Verscheure emmènent les détenus vers une clairière et un peloton d'exécution se met en place. Les tireurs sont congolais, mais c'est le capitaine Gat qui ordonne d'ouvrir le feu. Pressés d'en finir, les soldats enterrent sommairement les corps, oubliant à quel

point on redoute l'éventuelle exhumation des corps ou les pèlerinages qui pourraient suivre. Même mort, Lumumba n'est pas encore neutralisé et il faudra que son corps, après avoir été découpé à l'aide d'une scie à métaux, soit dissous dans un bain d'acide sulfurique. L'un des auteurs de l'opération, le commissaire de police Gérard Soete, se vantera plus tard d'avoir ramené en Belgique une dent de Lumumba et avant sa mort, il assurera l'avoir jetée dans la mer du Nord.

Une reconstitution de cette dent de Lumumba sera montrée ce week-end sur la place qui, soixante ans plus tard, portera enfin le nom du martyr de l'indépendance du Congo. ■

COLETTE BRAECKMAN

le symbole Un héros pour les jeunes

Durant des décennies, Patrice Lumumba fut un nom, un mythe, un portrait inlassablement repris par la peinture populaire. À plusieurs reprises, les dirigeants successifs du Congo tentèrent de le récupérer, Mobutu le réhabilita solennellement, Laurent Désiré Kabila se réclama de lui, Joseph Kabila lui édifia un monument et lui dédia un boulevard, mais la population ne confondit jamais le héros de l'indépendance avec les dirigeants qui lui succédèrent. Aujourd'hui, alors que le pays a traversé tant de vicissitudes, connu tant de bouleversements, le souvenir de Lumumba refait surface, moins comme figure du passé que comme élément mobilisateur pour le présent.

L'héritage de Lumumba

C'est parce qu'il se souvenait de son oncle que Jean-Jacques, le neveu de Patrice Lumumba (il est le petit-fils de son frère) trouva un jour le courage de claquer la porte de la banque BGFIB où il occupait un poste de responsabilité, sous la direction de Francis Selemani, un demi-frère de Joseph Kabila: « Je me suis regardé dans la glace, j'ai pensé que ce n'était pas pour cela que mon oncle avait combattu et j'ai pris ma décision. » C'est ainsi que Jean-Jacques, devenu lanceur d'alerte, a débarqué un jour

dans les locaux du *Soir*, avec sous le bras des dossiers explosifs qui démontraient les collusions du clan Kabila. Depuis lors, cet homme qui vit en exil avec sa famille soutient le combat du mouvement citoyen Lucha et, à l'instar de Fred Bauma, du regretté Luc Nkulula, mort dans l'incendie de sa maison à Goma, il constate toute la modernité du message de son grand-oncle: « Il défendait l'unité du pays contre ceux qui voulaient le diviser (on dirait aujourd'hui le balkaniser...). Profondément nationaliste, il avait de hautes ambitions pour le Congo et n'était pas gagné par la corruption... Après lui, aucun dirigeant n'a porté son héritage, pas même ceux qui se disaient lumumbistes... »

Personne pour reprendre le flambeau

Selon Jean-Jacques Lumumba, aucun politicien ne correspond aujourd'hui à cette image d'un homme droit, sans compromis. « C'est pour cela que nous nous référons à lui, il n'y a pas eu de héros comparable à lui. Le seul qui mobilise la jeunesse, c'est le docteur Mukwege, lui aussi défend les intérêts du pays et non sa cause personnelle... Pour le reste... C'est en songeant à Lumumba que nous souhaitons un renouvellement de la classe politique... »

L'historien Isidore Ndaywel s'est longuement penché sur l'histoire de Patrice Lumumba,

devenu aujourd'hui un mythe. « C'est un personnage sans tache, ses paroles fortes, éloquentes, frappaient les esprits. Disparu trop tôt, sans avoir eu le temps d'agir dans le concret, son image est demeurée intacte... »

De Lumumba, Ndaywel retient surtout les paroles fortes qui ont mené à la décolonisation, sa lutte pour l'unité du Congo, pour l'indépendance et aussi son combat économique. « Il souhaitait que les richesses du pays bénéficient aussi aux Congolais, ce qui l'a mené au conflit avec les grandes sociétés... »

Ndaywel constate aussi que « tous les dirigeants congolais qui ont suivi le leader assassiné ont déçu, aucun d'entre eux ne mérite d'être célébré... C'est pourquoi on s'attache à Lumumba comme à une bouée, il demeure un élément fédérateur. De plus, son martyre frappe les esprits, son long périple vers la mort ressemble à la Passion du Christ... Son engagement politique a été scellé par sa mort, il a fait le sacrifice de sa vie et il en était conscient... »

L'historien établit le lien avec le présent « cette image patriotique, irréprochable, touche d'au-

tant plus que nous connaissons à nouveau le "Congo des martyrs". Depuis 2016, (NDLR lorsque les élections ont été reportées...) il y a eu beaucoup de morts, particulièrement parmi les jeunes. Paradoxalement, Lumumba est vénéré aussi dans la diaspora, même si, sociologiquement, beaucoup de jeunes Congolais vivant à l'étranger ont eu des parents mobutistes... »

L'intérêt pour Lumumba ne se limite pas aux Congolais, il touche aussi les jeunes Belges. « À chacun de mes séjours en Eu-

rope, poursuit Ndaywel, je constate la culpabilité qui persiste en Belgique... Des jeunes viennent me trouver pour en savoir plus, ils regrettent qu'à l'école on ne leur ait pas parlé de Patrice Lumumba, ils relisent son discours du 30 juin et souhaiteraient, si longtemps après, demander pardon pour la chicotte, pour les injustices de la période coloniale... Toutes ces demandes exigent une réponse... Quant au Congo, Mobutu, durant les cinq premières années de son règne, s'est réclamé de Lu-

mumba, mais après, durant trente ans, il s'est autodétruit... Laurent Désiré Kabila, lui, avait, dans son maquis, poursuivi le combat de Lumumba, et il fut assez bien accueilli par la population. Mais par la suite, les Congolais ont éprouvé une telle rancune à l'égard de son fils Joseph que l'AFDL (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, qui avait chassé Mobutu en 1997) se trouve aujourd'hui complètement discréditée. » ■

C.B.

L'ASSASSINAT

Les « profonds regrets » de la Belgique

Patrice Lumumba s'était fait de puissants ennemis à Bruxelles et à Washington.

A Bruxelles, l'establishment belge et le roi Baudouin en personne ne lui avaient pas pardonné son discours du 30 juin 1960, dans lequel le Premier ministre congolais avait qualifié le colonialisme d'« esclavage imposé par la violence ».

Son opposition à la sécession du Katanga et du Sud-Kassaï, qu'il voyait comme une manœuvre orchestrée depuis la Belgique pour servir ses intérêts économiques, conjuguée à sa volonté de purger l'armée congolaise de ses « conseillers » belges achevèrent de le disqualifier.

Le panafricanisme de Lumumba mais surtout ses manœuvres de rapprochement avec Nikita Khrouchtchev le placèrent par ailleurs dans le collimateur des Etats-Unis. Le Congo et son inestimable sous-sol - la bombe atomique d'Hiroshima fut produite avec de l'uranium extrait à Shinkolobwe, dans la province du Katanga - ne pouvaient à aucun prix passer dans le camp soviétique.

Le 18 mai 1960, le cas « Lumumba » sera évoqué devant le Conseil national de sécurité américain. Le président Eisenhower y aurait lâché qu'il fallait éliminer le « chien fou ». Le directeur de la CIA, Allen Dulles, fomentera alors un plan d'assassinat par empoisonnement, qui n'aura toutefois pas le temps d'être exécuté.

En 1975, une commission d'enquête sénatoriale américaine conclut qu'il n'y avait pas de preuves de l'implication de la CIA dans la mort de Lumumba, mais en 2004, Stephen Weissman, ancien haut fonctionnaire de la sous-commission « Afrique » de la Chambre des représentants, exhiba des documents accablants.

Chez nous, il fallut attendre 2000 pour qu'une commission d'enquête parlementaire se saisisse du dossier. Après deux ans de travaux, le 5 février 2002, le ministre des Affaires étrangères, Louis Michel, reconnut que « certains membres du gouvernement (belge) de l'époque portent une part irréfutable de responsabilité dans les événements qui ont conduit à la mort de Patrice Lumumba ». Et Michel de présenter au peuple congolais et à la famille de Patrice Lumumba « ses profonds et sincères regrets et ses excuses ».

WILLIAM BOURTON